

Unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, le 22 Novembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **DIANA NATURALS**

BP 15  
ANTRAIN  
35560 Val-Couesnon

Références : UD35/2023-646  
Code AIOT : 0005504497

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2023 dans l'établissement DIANA NATURALS implanté au lieu-dit La Gare à Val-Couesnon (35560 ). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DIANA FOOD NATURALS
- La Gare BP 15 35560 Val-Couesnon
- Code AIOT : 0005504497
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est spécialisée dans la fabrication de jus et de poudres à base de fruits et de légumes. Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral en date du 24 janvier 2006 complété en août 2020. Le site est soumis aux dispositions prévues par l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux mesures de restriction en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Dispositions relatives à la prévention de la sécheresse (Arrêté ministériel du 30 juin 2023),
- Contrôles périodiques des équipements de sécurité et de secours,
- Besoins en eau pour l'extinction.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 (extrait)	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
6	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 24/01/2006, article 9.3

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 24/01/2006, article 1er (extrait)
2	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. I
3	Niveaux de sécheresse dans le département d'Ille et Vilaine	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 1er
4	Exemptions possibles à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2.1 et 3 (extraits)
5	Surveillance des rejets aqueux	AP Complémentaire du 07/08/2020, article 2
7	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 24/01/2006, article 10 (extrait)

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le suivi des matériels électriques et de sécurité (installations électriques, de protection contre la foudre, sprinklage) doit être complété par la transmission à l'inspection de plans d'actions permettant de lever les observations faites par les prestataires en charge de leur contrôle.

D'autre part, il est apparu que les volumes d'eau disponibles pour la défense extérieure contre l'incendie n'étaient pas suffisants : un projet d'arrêté de mise en demeure est ainsi joint au présent rapport pour la mise en place de nouveaux points d'eau permettant de compléter le dispositif existant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2006, article 1er (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations classées
<b>Prescription contrôlée :</b> Rubrique n° 2220 : Préparation de produits d'origine végétale - La quantité maximum de produits entrant étant supérieure à 10 t/j, soit en l'état 211 t/j → régime de l'Autorisation  Rubrique n° 2640 : Fabrication de colorants organiques par extraction - La quantité de matières produites étant supérieure à 2 t/j, en l'espèce 14 t/j → régime de l'autorisation  Rubrique n° 2921-2 : Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, Installation de type « circuit primaire fermé » → régime de la déclaration.  Rubrique n° 2920-2 Installations de réfrigération et de compression des fluides non toxiques (air et fréon) - La puissance absorbée étant supérieure à 50 kW, mais inférieure à 500 kW, soit ici 156 kW → régime de la déclaration  Rubrique n° 2910 – A : Installations de combustion utilisant du fioul domestique ou du fioul lourd - La puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW soit ici 5,69 MW → régime de la déclaration  Rubrique n° 2925 : Postes de charges d'accumulateurs dont la puissance maximale est supérieure à 10 kW, ici 21 kW → régime de la déclaration  Rubrique n° 1180 : Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés contenant plus de 30 litres de polychlorobiphényles et polychloroterphényles → régime de la déclaration
<b>Constats :</b>  Un porter à connaissance a été réalisé au cours du premier semestre 2023, prévoyant la construction ou l'extension de locaux / d'ouvrages destinés en particulier à améliorer les conditions de travail au sein du site : extension du local cuiseur (90 m <sup>2</sup> ), création d'un local maintenance (32 m <sup>2</sup> ), d'un local « échantillons » (100 m <sup>2</sup> ), de box de stockage extérieurs pour réceptionner les matières premières (650 m <sup>2</sup> ) et d'un auvent de 235 m <sup>2</sup> protégeant la zone de récupération des déchets de fruits et légumes. Une mise à jour du classement des installations du site a également été effectuée dans le cadre du projet de création d'une STEP pour lequel un dossier de demande d'autorisation doit être déposé.

Cette mise à jour fait notamment apparaître les éléments suivants :

- une modification de la nomenclature place désormais les installations sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2220, bien que la capacité de production soit inchangée (211 t/j) ;

- l'activité de fabrication de colorants a cessé définitivement en 2015 ;

- le site relève aujourd'hui du régime de l'enregistrement pour ses stockages de produits combustibles (rubrique n° 1510) : volume des entrepôts de 64 029 m<sup>3</sup> dont 60 006 m<sup>3</sup> pour les bâtiments existants et 4 023 m<sup>3</sup> pour les extensions réalisées (auvent, cuiseur, maintenance et local échantillons) ; les stockages existants bénéficient donc de l'antériorité. Les dispositions constructives prévues à l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié sont donc applicables uniquement aux nouveaux locaux créés.

- le site ne possède plus de transformateurs utilisant des huiles minérales contenant des PCB depuis 2010 (installation relevant de la rubrique 1180) ;

- le stockage d'acide nitrique existant relève aujourd'hui de la rubrique 4130 (produits possédant une toxicité aiguë de catégorie 3) sous le régime déclaratif ;

L'inspection a par ailleurs acté en 2016 le remplacement de la chaudière fonctionnant au fioul par deux autres utilisant respectivement le bois et le gaz (l'ensemble relevant du régime déclaratif sous la rubrique n° 2910-A2). Un stockage de butane (35 t) permettant d'alimenter cette dernière était d'ores et déjà associé à cet équipement.

Ainsi, les titres X et XI de l'arrêté d'autorisation du 24 janvier 2006, qui concernent des installations aujourd'hui supprimées ou qui ne sont plus classées, ne sont plus applicables au site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1. I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
<b>Constats :</b> Le site de la société DIANA FOOD d'Antrain relève du régime de l'enregistrement. La consommation annuelle d'eau de ville est évaluée à 54 000 m <sup>3</sup> et à 68 000 m <sup>3</sup> s'agissant de l'eau de forage (chiffes 2023). Le site d'Antrain entre donc dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 30/06/2023.  L'eau de ville sert majoritairement à la chaufferie (36%) mais également au process (clarificateur – 26%) ou au fonctionnement des TAR (16 %). Elle vient le cas échéant en appoint du forage (22%) pour d'autres types d'usages : l'eau est alors une matière première entrant dans la composition des différents produits fabriqués sur site et est également utilisée pour le lavage des installations de production ou lors de différentes étapes du process (broyage, extraction notamment).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Niveaux de sécheresse dans le département d'Ille et Vilaine

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Niveaux de sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> Déclaration des niveaux de sécheresse sur le département d'Ille et Vilaine en fonction des usages et des secteurs :  Usage Eau potable : Secteur A - Bassins côtiers en vigilance Secteur B - Couesnon - Vilaine en vigilance  Usages Milieux aquatiques : Secteur n° 1 : bassins côtiers en vigilance Secteur n° 2 : bassin du Couesnon en vigilance
<b>Constats :</b>  L'arrêté préfectoral du 13 octobre 2023 portant sur la limitation volontaire ou l'interdiction provisoire des prélèvements et des usages de l'eau en Ille-et-Vilaine place la commune d'Antrain (Val Couesnon) en secteur B pour les usages "Eau potable" et à cheval sur les secteurs 1 et 2, également en vigilance pour les usages « Milieux aquatiques ». L'établissement de la société DIANA FOOD est ainsi soumis aux dispositions prévues dans le cadre du niveau de gravité "Vigilance" selon les dispositions prévues par cet arrêté.  L'établissement a mis en place une veille réglementaire pour être informé du niveau de gravité en vigueur via le site Internet Propluvia. L'arrêté cadre du 28 juin 2023 fixant les modalités de préservation et de gestion de la ressource en eau en période de sécheresse dans le département d'Ille et Vilaine prévoit (annexe 3 : point 19 - Process) une réduction volontaire de la part des exploitants ICPE.  Pour l'heure le site d'Antrain a mis en place les mesures suivantes pour permettre une optimisation de sa consommation : - les eaux d'évaporats et de condensats issues de la concentration des jus de légumes sont réutilisées notamment pour le lavage des silos, le convoyage des légumes, leur prélavage ; le volume ainsi réutilisé représentait environ 30 % de l'eau consommée (réseau + forage, soit 40 000 m <sup>3</sup> ) en 2023 ; - ordonnancement des légumes pour réduire les lavages, - systématisation de l'usage des pistolets de lavage, - mise en place de centrales de lavage haute pression, - installation de sous-compteurs (eaux de condensats en particulier.)  La consommation spécifique (rapportée à la tonne de produits fabriqués) est ainsi en baisse depuis plusieurs années.  Le remplacement des tours aéro-réfrigérantes par des tours adiabatiques est d'autre part prévu en 2024 : il doit permettre une réduction de 16 % de la consommation d'eau de ville selon les estimations de l'exploitant.

Des pistes de travail sont également évoquées pour 2024 / 2025 : remplacement de l'adoucisseur de la chaufferie par un osmoseur inverse, optimisation du fonctionnement d'une boucle d'arrosage, amélioration de l'utilisation des condensats, récupération des eaux de pluie pour divers usages non sensibles (nettoyage des silos, toilettes).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



**N° 4 : Exemptions possibles à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2.1 et 3 (extraits)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Exemptions possibles
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 2.I : Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes:  – vigilance: sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site. [...]  Art. 3 : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2.1 les installations nécessaires aux activités suivantes : [...]  1° : – transformation agroalimentaire en flux poussé: transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;  2° : Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;  3° : Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;
<b>Constats :</b> Une campagne de sensibilisation du personnel du site a été menée en mars 2023, en parallèle de la journée mondiale de l'eau puis relancée en juin 2023.  Par ailleurs, la société DIANA FOOD a d'ores et déjà indiqué à l'inspection que selon son analyse :  - le process de fabrication mis en œuvre répondait au critère de la transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement de produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée.  - l'alimentation en eau de certains ateliers de fabrication par des eaux de condensats, issues elles-mêmes de l'atelier de concentration des jus (grâce à deux évaporateurs) atteignait plus de 20 % des prélèvements effectués en 2022.  Ce positionnement devra être ré-interrogé et confirmé/infirmé si des mesures de restriction de la consommation d'eau devaient être prises lors d'épisodes à venir d'alerte ou de crise.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Surveillance des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/08/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyses des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public, les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement avant rejet au milieu naturel, permettant de respecter les valeurs limites suivantes (contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur l'effluent brut non décanté et non filtré) sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :  Rejet n° 1 : eaux pluviales susceptibles d'être polluées  Hydrocarbures : fréquence annuelle - Valeur limite en ponctuel : 10 mg/ l DCO : fréquence annuelle - Valeur limite en ponctuel : 125 mg/l DBO5 : fréquence annuelle - Valeur limite en ponctuel : 30 mg/l MEST : fréquence annuelle - Valeur limite en ponctuel : 35 mg/l
<b>Constats :</b>  Les dernières analyses ont été effectuées en avril 2023 : aucun dépassement des valeurs limites fixées par l'arrêté complémentaire du 7 août 2020 n'a été constaté suite aux analyses effectuées. L'inspection note cependant que la périodicité annuelle requise pour la réalisation de ces analyses n'a pas toujours été respectée (absence d'analyse en 2022, pour cause de prélèvement insuffisant). > L'inspection appelle donc à une vigilance particulière pour que ces analyses soient effectuées a minima une fois l'an comme prescrit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2006, article 9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            Les installations électriques, [...] les matériels de sécurité et de secours, doivent être entretenus en bon état et contrôlés après leur installation ou leur modification puis tous les ans au moins par une personne compétente.</p>
<p><b>Constats :</b>            L'inspection a porté sur les installations électriques du site et certains matériels de sécurité et de secours (sondage) : extincteurs, installations de sprinklage ou de protection contre la foudre.</p> <p>Le dernier contrôle des <u>installations électriques</u> a été effectué en janvier 2023 (respect de la périodicité annuelle) et met en évidence 22 observations dont certaines sont issues de précédents contrôles et n'ont pas été résorbées.</p> <p>&gt; L'inspection demande à la société DIANA FOOD :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'explicitier comment sont hiérarchisés les travaux à effectuer selon que les non-conformités mettent en cause ou non la sécurité des personnes et/ou des biens,</li> <li>- de préciser les modalités d'enregistrement des travaux effectués et la levée des non-conformités relevées (qui ? Comment ?),</li> <li>- de transmettre à l'inspection un plan d'actions permettant de lever l'ensemble des non-conformités identifiées lors du dernier contrôle effectué.</li> </ul> <p><u>Sprinklage</u> : le dernier contrôle a été effectué le 15/09/2023. Le contrat passé avec le prestataire comprend un contrôle semestriel. Le rapport établi suite au contrôle mentionne des non-conformités dont certaines ont été levées : l'inspection a pu en particulier constater que les liquides inflammables avaient été retirés des stockages en chambre froide et regroupés.</p> <p>&gt; L'inspection demande à la société DIANA FOOD de lui communiquer les actions mises en œuvre ou prévues pour lever les non-conformités relevées lors du contrôle effectué sur son installation de sprinklage le 15 septembre dernier.</p> <p><u>Extincteurs</u> : le contrôle a été réalisé en juin 2023, dans le respect de la périodicité annuelle fixée par l'arrêté préfectoral du site, sans identifier d'observation particulière.</p> <p><u>Installations de protection contre la foudre</u> : Le dernier contrôle visuel a été effectué en janvier 2023 et le dernier contrôle complet en janvier 2022, ce qui correspond aux périodicités requises par les dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 (art. 21) relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement. Certains travaux doivent encore être réalisés pour se conformer aux dispositions techniques préconisées par l'étude technique foudre.</p> <p>&gt; L'inspection demande à la société DIANA FOOD de réaliser les travaux nécessaires à cette mise en conformité et de lui transmettre les justificatifs attestant de leur réalisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Prévention du risque incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2006, article 10 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :  - un barrage mobile dans le cours d'eau la Loisançe permettant de garantir, en cas de besoin, à tout moment de l'année, un potentiel hydraulique de 360 m3/heure pendant 2 heures ; Une plate-forme sera aménagée à proximité permettant le stationnement des engins-pompes des services d'intervention incendie ;
<b>Constats :</b> Suite aux travaux de renaturation du cours d'eau (la Loisançe), ce barrage destiné à assurer la protection incendie a été supprimé. Une nouvelle étude destinée à évaluer les besoins en eau du site aujourd'hui, sur la base document technique D9, a été réalisée par la société DIANA FOOD en 2022 : elle conclut à un besoin de 660 m3 disponible pendant deux heures (soit un débit disponible de 330 m3/h).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Besoins en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. [...] Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant deux heures. Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001, sans toutefois dépasser 720 m <sup>3</sup> /h durant 2 heures.
<b>Constats :</b> L'article 13 ci-dessus est applicable aux installations du site depuis le 01/01/2023 (cf. annexe VII de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017). Le site est aujourd'hui équipé d'un poteau incendie situé à l'intérieur de l'emprise du site dont le débit disponible n'a pas été évalué récemment. > L'inspection demande dans un premier temps à la société DIANA FOOD de s'assurer par une mesure adaptée que celui-ci est bien en capacité de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant deux heures. Si tel est le cas, les besoins en eau complémentaires seraient alors de : $660 - 120 = 540$ m <sup>3</sup> . L'exploitant propose de mettre en place deux réserves d'eau (sous la forme de bâches souples) situées au niveau des deux entrées du site. > L'inspection demande à la société DIANA FOOD : - de préciser la capacité des bâches en question et leur localisation exacte sur un plan, - d'apporter la démonstration que l'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 m d'un point d'eau (poteau ou bâche) : les distances en question seront évaluées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours. - de procéder à l'implantation des points d'eau complémentaires nécessaires à la défense contre l'incendie pour répondre aux présentes dispositions de l'arrêté du 11 avril 2017 et d'en informer les Services d'incendie et de secours.  Compte-tenu de l'enjeu de sécurité associé à la mise en œuvre de ces dispositions, l'inspection propose de mettre en demeure la société DIANA FOOD de s'y conformer. Un projet d'arrêté de mise en demeure est ainsi joint au présent rapport. Dans l'attente de cette régularisation, la société informera sans délai les services départementaux d'incendie et de secours de la situation (copie de cette information sera adressée à l'inspection des installations classées).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois